

Motions

● (1210)

Le comité a souscrit au principe d'un programme équilibré et coordonné, équilibré quant à la répartition des ressources financières entre les divers éléments et à l'importance accordée à la technologie spatiale par rapport à d'autres initiatives scientifiques et technologiques; programme qui fait également appel à la recherche pure et à la recherche appliquée; programme qui assure l'équilibre entre ses différents éléments.

Le programme spatial est associé à d'autres programmes. Ainsi, il y a le programme de la science spatiale et celui des spationautes. L'équilibre doit être maintenu entre ces différents programmes, de façon à assurer que le moment venu, nous disposerons d'un personnel hautement qualifié suffisamment nombreux pour tirer profit des avantages qui devraient découler de ce programme. L'équilibre aux niveaux régional et international dont j'ai parlé est important.

Comme vous le savez, monsieur le Président, le Canada est le seul pays à l'extérieur de l'Europe qui fasse partie de l'Agence spatiale européenne. Nous manifestons ainsi que nous n'avons pas l'intention d'associer tous nos efforts à ceux des États-Unis. Nous sommes reconnus comme partenaire valable par la Suède et même l'Union Soviétique. Évidemment, nous continuons de faire partie de l'Agence spatiale européenne afin de nous assurer que les produits résultant des travaux de recherche et de développement trouveront également une application et un usage commercial dans d'autres pays du monde.

Il est nécessaire de maintenir un bon équilibre entre la recherche et le transfert de la technologie dont j'ai parlé. Il est également nécessaire d'assurer la coordination entre les différents ministères du gouvernement. Le ministère des Communications, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ceux des Pêches, des Forêts et de l'Agriculture pourraient tous grandement bénéficier des avantages qui découleront des activités liées à l'espace. Équilibré, le programme doit tenir compte de l'évolution des tendances internationales que nous constatons chaque jour.

Voilà pourquoi le gouvernement a répondu de façon si positive au rapport du comité. Ce dernier a exprimé certaines inquiétudes sur l'équilibre entre les dépenses consacrées aux sciences spatiales et le transfert de technologie aux utilisateurs de l'espace. Je partage ces inquiétudes. Je puis assurer les membres du comité, comme je l'ai fait dans le rapport, que l'équilibre qu'ils souhaitent sera peut-être devenu réalité d'ici le tournant du siècle.

Le comité a recommandé d'allouer au programme spatial 200 millions de dollars de plus par année pour nous aider à financer le programme RADARSAT. Comme le député l'a déjà dit, nous avons annoncé en juin dernier la mise sur pied de ce programme, qui dépend encore bien sûr de la capacité de nos deux partenaires, les États-Unis et le Royaume-Uni, à recueillir le financement nécessaire et à y consacrer la part des ressources que nous attendons d'eux. Mon honorable collègue a signalé l'importance du programme RADARSAT pour les océans. Je le répète, je partage son enthousiasme.

Notre contribution spatiale nous a déjà gagné réputation et prestige dans le monde entier. C'est une source de fierté pour

tous les Canadiens en voyage à l'étranger que de se faire dire à quel point nous sommes réputés et appréciés pour nos travaux en ce domaine essentiel. Cela nous a aidés à relever avec succès les défis. Chaque fois que les Canadiens apprendront à le faire, chaque fois que nous nous efforcerons de bâtir sur nos points forts et de vaincre les obstacles que représentent nos grands espaces et nos climats rigoureux, nous deviendrons les meilleurs au monde. Notre programme spatial l'a démontré. Notre programme pour l'avenir nous gardera dans le courant rapide qui emporte l'humanité vers une nouvelle frontière et une ère nouvelle.

Je remercie encore une fois le comité de son excellent travail, et je remercie le député d'avoir saisi aujourd'hui la Chambre de cette question.

M. Greenaway: Monsieur le Président, je tiens à féliciter le ministre pour sa réponse au rapport du comité. J'ai trouvé le rapport très intéressant, moi aussi. Il prouve la valeur des efforts que moi-même et d'autres députés avons faits pendant tant d'années pour obtenir qu'un comité soit exclusivement affecté à la recherche et au développement. Le rapport traite surtout de l'agence spatiale et de la recherche et du développement dans ce domaine.

Le ministre pourrait-il commenter un problème auquel nous faisons face depuis des années au Canada, soit le fait que nous ne semblons pas produire suffisamment de chercheurs qualifiés dans la plupart des domaines? Nous savons que nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes de recherche et de développement seulement en y consacrant plus d'argent parce que nous n'avons pas suffisamment de personnel pour étudier les problèmes actuels que nous essayons de résoudre par la recherche et le développement. Le ministre pourrait-il nous dire ce que le gouvernement fait pour régler l'éternel problème de l'insuffisance du nombre des détenteurs de maîtrise et de doctorat dans diverses disciplines au Canada?

M. Oberle: Monsieur le Président, mon collègue de Cariboo-Chilcotin soulève une question très importante, qui nous a immédiatement sauté aux yeux quand nous étudions l'avenir à long terme de la science et de la technologie au Canada. Nous avons découvert que les pressions étaient si grandes et les défis si énormes qu'il faudra vraiment restructurer en profondeur beaucoup de nos institutions et de nos programmes conçus pour nous garder à la pointe de la technologie.

Nous avons découvert que notre système d'éducation, c'est-à-dire non seulement les universités, mais les écoles secondaires et même les écoles primaires, n'est pas suffisamment orienté vers la nouvelle ère qui s'amorce, celle de la société de l'information, de la révolution technologique. C'est peut-être un problème culturel qui représente le plus grand obstacle dans ce domaine. Il n'y a pas suffisamment de femmes dans les disciplines des sciences naturelles et du génie. La moitié de la population en est exclue. Nous avons vérifié dans les écoles secondaires et les écoles primaires et nous avons découvert que, vers la huitième année, une barrière culturelle empêche les femmes d'entrer dans ces domaines. Ils faut briser ces barrières.